



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 19, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le marque le premier jour ouvrable après que le week-end critique s'est écoulé sans sommet d'urgence de la CARICOM, le CPT poursuivant le dialogue politique national avec COPPOS, KOREPAD, l'Accord de Montana et les représentants de l'Accord du 21 décembre. Avec exactement dix-neuf jours jusqu'au 7 février, -représente la fenêtre finale absolue pour un consensus permettant dix-huit à dix-sept jours de mise en uvre. La pause des attaques de gangs de quarante-trois jours se poursuit alors que les groupes armés attendent les résultats du dialogue avant de décider de reprendre la violence fin janvier. Le mandat de la BINUH expire le 31 janvier, dans douze jours et sept jours avant l'expiration du CPT, créant un risque de double vide institutionnel. Haïti entre dans les dix-neuf derniers jours avec une coordination internationale effondrée et -représentant la dernière opportunité pour une transition coordonnée menée par les Haïtiens avant que les contraintes opérationnelles ne rendent impossible une mise en uvre appropriée.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le CPT lance le dialogue politique national avec des coalitions majeures de la société civile et politiques représentant la fenêtre de coordination finale avant l'échéance du 7 février.

La pause de la violence des gangs atteint quarante-trois jours consécutifs sans attaques malgré les opérations de la PNH, suggérant une discipline stratégique en attendant les résultats politiques. Le mandat de la BINUH expire le 31 janvier sans annonce de renouvellement, sept jours avant la fin du mandat du CPT le 7 février.

Le sommet d'urgence de la CARICOM ne s'est pas matérialisé pendant le week-end malgré les avertissements précédents que le temps presse pour le consensus de transition haïtienne.

Les représentants de l'Accord de Montana, COPPOS et du 21 décembre rencontrent le CPT pour discuter des cadres de gouvernance post-7 février avec dix-neuf jours restants.

DÉVELOPPEMENT 1: Le Dialogue Politique National du CPT Entre dans la Fenêtre de Coordination Finale

Le Conseil Présidentiel de Transition a lancé son dialogue politique national 18 janvier et se poursuit 19 janvier avec des réunions prévues pour quatre groupes critiques représentant la fenêtre finale absolue pour un consensus avant l'impossibilité opérationnelle. Les sessions du incluent COPPOS-Haïti et Alliés, KOREPAD, les représentants de l'Accord de Montana et les représentants de l'Accord du 21 décembre. Ce dialogue se déroule le premier jour ouvrable après que le week-end critique du 18-19 janvier s'est écoulé sans le sommet d'urgence anticipé de la CARICOM, confirmant que la facilitation internationale s'est effondrée et laissant les acteurs haïtiens négocier leur propre cadre de gouvernance post-7 février avec exactement dix-neuf jours restants avant l'expiration du mandat du CPT.

La réalité du calendrier opérationnel crée des contraintes sévères car avec dix-neuf jours jusqu'au 7 février, -représente la fenêtre finale absolue pour la construction du consensus. Si le consensus est atteint dix-huit jours restent pour la mise en uvre qui nécessite la rédaction de décrets trois à cinq jours, les consultations des parties prenantes cinq à sept jours, l'approbation du CPT deux à trois jours, la publication au Moniteur un à deux jours et le déploiement public trois à cinq jours pour une exigence totale de quatorze à vingt-deux jours. Si le consensus est atteint dix-sept jours restent ce qui représente le calendrier opérationnel minimum viable avec un risque élevé d'échec. Si le consensus est atteint ou plus tard, seulement quatorze à seize jours restent ce qui est opérationnellement insuffisant pour une transition de gouvernance appropriée.

Les groupes participant présentent des propositions fondamentalement inconciliables qui compliquent le consensus rapide. COPPOS-Haïti a présenté sa proposition du 14 octobre appelant à une taille réduite du CPT, la suppression du poste de Premier ministre pendant la transition, la création d'un poste de Vice-Président et des élections en novembre 2026 représentant une extension de neuf mois. L'Accord de Montana a présenté sa proposition du 21 décembre appelant à la démission collective du CPT et du Premier ministre et la création d'une Conférence des Parties Prenantes pour superviser la désignation des autorités de transition. L'Initiative de la Société Civile a présenté sa proposition du 6 janvier appelant à une assemblée délibérative de dix-sept membres avec un président intérimaire tiré de la société civile ou d'institutions étatiques de haut rang. Ces trois propositions majeures convergent sur le principe que le CPT doit changer mais divergent fondamentalement sur la structure exécutive, le calendrier et les mécanismes de sélection des dirigeants.

Les dynamiques internes du CPT compliquent davantage le résultat du dialogue car selon les reportages de Haiti24 le 19 janvier, certains conseillers au sein du CPT préconisent une réduction de l'institution tandis que d'autres factions favorisent une extension du mandat au-delà du 7 février. Cette impasse interne signifie que même si les groupes de la société civile s'unissent autour d'une seule proposition le CPT lui-même pourrait ne pas l'approuver. Avec dix-neuf jours restants, le désaccord interne du CPT entre les factions d'extension, les factions de réduction et les factions de départ crée des conditions où le consensus -est opérationnellement improbable. Tout retard au-delà de soir crée des conditions pour soit un vide institutionnel le 7 février sans successeur convenu et des revendications de légitimité concurrentes, une transition précipitée et procéduralement défectueuse avec des contestations juridiques et un manque d'adhésion des parties prenantes, ou une extension unilatérale du CPT déclenchant une mobilisation de l'opposition de groupes comme MORN qui a déclaré le CPT expiré le 28 décembre.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a été établi le 3 avril 2024 par un accord entre les partis politiques et les organisations de

la société civile pour gouverner Haïti pendant la période de transition menant aux élections. Le calendrier de transition original prévoyait des élections présidentielles et un transfert de pouvoir d'ici le 7 février 2026, la date constitutionnelle marquant la fin du mandat présidentiel précédent. Le CPT a remplacé le gouvernement non élu du Premier ministre Ariel Henry qui a démissionné sous pression internationale en mars 2024 suite aux attaques de gangs qui ont déstabilisé Port-au-Prince.

POINTS DE DISCUSSION

Le 19 janvier représente le premier jour ouvrable après que le week-end critique s'est écoulé sans sommet d'urgence de la CARICOM confirmant que la facilitation internationale s'est effondrée. Le dialogue du CPT avec COPPOS, KOREPAD, Montana et les représentants du 21 décembre représente la fenêtre finale absolue pour un consensus permettant un calendrier de mise en uvre de dix-huit à dix-sept jours.

Trois propositions majeures de la société civile convergent sur le fait que le CPT doit changer mais divergent fondamentalement sur la structure exécutive, le calendrier et les mécanismes de sélection des dirigeants.

L'impasse interne du CPT entre les factions d'extension, de réduction et de départ signifie que même le consensus de la société civile pourrait ne pas obtenir l'approbation du CPT.

Si aucun consensus d'ici 22 janvier, Haïti entre dans les seize derniers jours avec des actions unilatérales du CPT ou un vide institutionnel assuré.

Le calendrier de mise en uvre minimum viable nécessite quatorze à vingt-deux jours pour la rédaction de décrets, les consultations des parties prenantes, l'approbation du CPT, la publication et le déploiement public.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Communauté Internationale: Préparer des cadres de contingence pour le scénario de vide institutionnel du 7 février étant donné que le consensus -est opérationnellement improbable en raison de propositions inconciliables et de l'impasse interne du CPT.

Secteur Privé: Accélérer la planification de la continuité des affaires pour la période du 7 au 14 février en supposant une incertitude de gouvernance et des revendications de légitimité concurrentes potentielles de multiples factions.

Acteurs Politiques: Prioriser un consensus rapide sur un cadre minimal viable d'ici 20 janvier soir en reconnaissant que dix-sept jours représente le minimum absolu pour une mise en uvre sans échecs procéduraux.

Diaspora: Surveiller de près les résultats du dialogue -car l'échec à parvenir à un consensus crée des conditions pour soit une extension unilatérale du CPT soit un vide institutionnel déclenchant une mobilisation nationale.

Société Civile: Coordonner la soumission d'une proposition unifiée d'ici matin pour maximiser la fenêtre de mise en uvre de dix-huit jours et prévenir les retards de qui créent des périodes opérationnellement insuffisantes de quatorze à seize jours.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: La Pause Stratégique des Gangs Atteint Quarante-Trois Jours Entrant en Phase d'Évaluation

La pause des attaques de gangs de quarante-trois jours se poursuivant du 21 décembre au 19 janvier démontre que les groupes armés prolongent la discipline stratégique spécifiquement pour évaluer les résultats du dialogue de à avant de prendre leur décision fin janvier de reprendre la violence ou d'étendre la pause jusqu'au 7 février. La poursuite de la pause malgré les frappes de drones du 14 janvier détruisant trois maisons appartenant à Jimmy Barbecue Chérizier à Delmas 6, treize jours d'opérations continues de la PNH dans le centre-ville de Port-au-Prince Bel Air Delmas et La Saline du 6 au 19 janvier, et les opérations de nettoyage du centre-ville du 18 janvier retirant les barricades et nettoyant la Grand Rue démontre que les gangs possèdent un contrôle territorial suffisant et une discipline opérationnelle pour maintenir une retenue prolongée tout en surveillant les développements politiques.

Le défenseur des droits humains Pierre Espérance a émis une critique le 18 janvier soulignant la contradiction entre le récit sécuritaire et la réalité sur le terrain en questionnant si la restauration de la sécurité est crédible lorsque les chefs de gangs les plus redoutés incluant Barbecue, Izo 5 Second, Vitelhomme Innocent et Lanmò San Jou restent en liberté et continuent d'exercer un contrôle territorial vérifié sur environ quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent de Port-au-Prince. Malgré les affirmations officielles du porte-parole de la PNH de mener une dynamique de restauration de l'ordre public avec des patrouilles sécurisées dans des zones non accessibles depuis des années, le fait que Barbecue continue de se manifester publiquement parlant ouvertement au nom de Viv Ansanm et défiant l'autorité de l'État soulève des doutes fondamentaux quant à savoir si la police peut traduire les avancées tactiques en contrôle territorial durable.

Avec dix-neuf jours jusqu'au 7 février et le dialogue du CPT se déroulant les gangs font face à une fenêtre d'évaluation de cinq jours du au 20-24 janvier pour décider de leur stratégie. Le scénario A implique la reprise de la violence du 20 au 25 janvier si le dialogue -ne produit aucun consensus ou si les annonces excluent les dispositions d'amnistie, permettant aux gangs de faire pression sur les négociations de transition en démontrant que le gouvernement ne peut pas sécuriser la capitale sans coopération des gangs et établir un effet de levier pour les discussions post-7 février. La reprise de la violence fin janvier fournit dix à quatorze jours de pression avant le 7 février, suffisant pour perturber les opérations humanitaires restantes, fermer des infrastructures supplémentaires, générer de nouvelles vagues de déplacement au-delà des 1,4 million de personnes déplacées

internes actuelles, et forcer le gouvernement à négocier ou faire face à la transition dans le chaos.

Le scénario B implique l'extension de la pause jusqu'au 7 février si le dialogue -signale une ouverture aux négociations même sans amnistie explicite. Cette stratégie positionne les gangs comme des acteurs responsables démontrant la capacité de fournir la sécurité par la suspension de la violence, leur permet de revendiquer un rôle dans la transition de gouvernance en facilitant un passage en douceur du 7 février sans perturbation, et permet la négociation avec quiconque assume le pouvoir post-7 février à partir d'une position de force ayant fourni la sécurité pendant la période de transition critique. La pause de quarante-trois jours se poursuivant jusqu'à suggère que les gangs attendent spécifiquement -pour évaluer si le dialogue produit un consensus incluant l'amnistie ou des dispositions de négociation, si le CPT annonce une extension signalant une faiblesse du gouvernement exploitable par la reprise de la violence, et si les acteurs internationaux interviennent créant des opportunités de négociation.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le début de la pause des attaques de gangs le 21 décembre 2024 a suivi des mois de violence intense tout au long de 2024 au cours desquels les groupes armés ont étendu le contrôle territorial à environ quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent de Port-au-Prince et ont mené des attaques majeures incluant les assauts coordonnés de mars 2024 qui ont forcé la démission du Premier ministre Ariel Henry. Les pauses précédentes des gangs ont généralement duré des jours à des semaines, faisant de la pause actuelle de quarante-trois jours une durée sans précédent et suggérant un calcul stratégique plutôt qu'une faiblesse opérationnelle ou une pression des forces de sécurité.

POINTS DE DISCUSSION

Quarante-trois jours consécutifs sans violence majeure initiée par les gangs représente la pause soutenue la plus longue jamais enregistrée malgré les opérations de la PNH et les frappes de drones.

Les gangs contrôlent environ quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent de Port-au-Prince avec des chefs majeurs incluant Barbecue restant en liberté malgré les frappes ciblées du 14 janvier.

Du au 20-24 janvier représente la fenêtre d'évaluation critique de cinq jours pour la décision stratégique des gangs sur la reprise de la violence ou l'extension de la pause.

Si le dialogue -ne produit aucun consensus ou exclut l'amnistie, attendez-vous à une reprise de la violence du 20 au 25 janvier fournissant dix à quatorze jours de pression avant le 7 février.

Si le dialogue signale une ouverture à la négociation, les gangs peuvent étendre la pause jusqu'au 7 février comme un signe de bonne foi pour les discussions de rôle post-échéance.

La critique du défenseur des droits humains met en évidence la contradiction entre les affirmations gouvernementales de restauration de l'ordre public et la réalité que les chefs de gangs redoutés

restent opérationnellement actifs.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Communauté Internationale: Préparer une capacité de réponse humanitaire rapide pour une potentielle reprise de la violence fin janvier si le dialogue -ne parvient pas à produire des cadres de consensus.

Secteur Privé: Mettre en uvre des protocoles de sécurité renforcés pour la période du 20 au 25 janvier en supposant une possible reprise de la violence des gangs si le dialogue politique exclut les intérêts des groupes armés.

Acteurs Politiques: Considérer si les cadres de gouvernance devraient inclure des mécanismes pour les discussions de démobilisation des groupes armés afin d'étendre la pause de quarante-trois jours jusqu'à la transition du 7 février.

Diaspora: Surveiller les déclarations publiques des chefs de gangs pendant la période d'évaluation du 20 au 24 janvier pour des signaux d'intentions de reprise de la violence ou d'ouverture à la négociation.

Organisations Humanitaires: Positionner les fournitures d'urgence et la capacité d'évacuation pour une potentielle vague de déplacement si les gangs reprennent les attaques fin janvier exploitant le chaos de la transition politique.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: Risque de Double Vide Institutionnel Alors que la BINUH Expire Avant le Mandat du CPT

Le mandat de la BINUH expire le 31 janvier 2026, dans douze jours et sept jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février, créant un écart de coordination critique où Haïti fait face à deux vides institutionnels simultanément avec le retrait de la mission politique des Nations Unies et la fin du mandat du CPT. En date du 19 janvier, aucune résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies renouvelant la BINUH n'a été annoncée malgré les attentes que le Conseil voterait sur le renouvellement avant l'expiration du 31 janvier. L'absence d'annonce de renouvellement avec douze jours restants crée une incertitude fondamentale quant à savoir si la communauté internationale maintiendra une présence coordonnée pour la transition du 7 février ou se retirera du rôle de médiation politique laissant Haïti gérer l'échéance unilatéralement.

La BINUH a été établie en 2019 comme la mission politique des Nations Unies pour Haïti avec des renouvellements précédents se produisant sur des cycles de douze mois de 2019 à 2025. Le

renouvellement du 14 juillet 2025 a étendu la BINUH jusqu'au 31 janvier 2026 pour seulement six mois et demi, la période de renouvellement la plus courte, avec une justification officielle citant l'incertitude entourant l'avenir de la réponse des Nations Unies en Haïti et la perception que la BINUH est de plus en plus sous-dimensionnée pour répondre à l'urgence. Les fonctions du mandat de la BINUH incluent les bons offices, le conseil et la sensibilisation politique, le soutien aux autorités haïtiennes dans la gouvernance, le dialogue politique, la sécurité, la justice et la promotion des droits humains, et la coordination avec l'OEA, la CARICOM et les donateurs bilatéraux sur une réponse internationale intégrée.

Le calendrier critique crée des défis de coordination sévères car le 19 janvier marque douze jours jusqu'à l'expiration de la BINUH et dix-neuf jours jusqu'à l'expiration du CPT. Si la BINUH expire le 31 janvier sans renouvellement, Haïti opère du 1er au 6 février pendant six jours sans mission politique des Nations Unies avant que le mandat du CPT ne se termine le 7 février. Ce scénario de double vide élimine le mécanisme de coordination des Nations Unies requis pour activer la clause de continuité institutionnelle de la Feuille de Route Version 3 de l'OEA du 5 novembre 2025 stipulant que si le Conseil Présidentiel de Transition devait expirer sans successeur légitime, l'OEA, la CARICOM et les Nations Unies travailleraient avec les autorités haïtiennes pour éviter un vide de pouvoir. Sans présence de la BINUH du 1er au 7 février, les Nations Unies manquent de mécanisme institutionnel en Haïti pour coordonner avec l'OEA et la CARICOM sur les cadres de gouvernance d'urgence.

L'absence d'annonce de renouvellement de la BINUH en date du 19 janvier suggère trois interprétations possibles. L'interprétation A implique un renouvellement de dernière minute où le Conseil de Sécurité des Nations Unies attend les résultats du 20 au 24 janvier du dialogue du CPT et des cadres de gouvernance potentiels avant de décider des termes de renouvellement de la BINUH, potentiellement prolongeant douze mois si le consensus émerge ou trois à six mois si l'impasse persiste. L'interprétation B implique une session d'urgence du 1er au 7 février où le Conseil de Sécurité des Nations Unies programme une réunion d'urgence pour traiter simultanément le renouvellement de la BINUH et l'expiration du CPT le 7 février créant une réponse internationale coordonnée. L'interprétation C implique une stratégie de retrait où le Conseil de Sécurité des Nations Unies permet à la BINUH d'expirer le 31 janvier comme un retrait planifié signalant un passage d'une mission politique à une mission de sécurité par le GSF plus une réponse humanitaire par l'OCHA sans rôle de médiation politique, confirmant que la communauté internationale ne tente plus de négocier les transitions politiques haïtiennes.



CONTEXTE HISTORIQUE

La BINUH a remplacé les missions de maintien de la paix des Nations Unies antérieures en Haïti incluant la MINUSTAH qui a opéré de 2004 à 2017 et la MINUJUSTH qui a opéré de 2017 à 2019. La transition du maintien de la paix à la mission politique a reflété l'évaluation de la communauté

internationale qu'Haïti nécessitait un engagement diplomatique et un soutien institutionnel plutôt qu'une stabilisation militaire. L'expiration du mandat du 31 janvier 2026 coïncide avec un débat international plus large sur l'efficacité des missions politiques des Nations Unies dans les crises complexes et si des mécanismes alternatifs comme le GSF peuvent fournir un soutien sécuritaire plus ciblé.

POINTS DE DISCUSSION

Le mandat de la BINUH expire le 31 janvier, dans douze jours et sept jours avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février créant un risque de double vide institutionnel.

Aucun renouvellement du Conseil de Sécurité des Nations Unies annoncé en date du 19 janvier malgré les attentes d'un vote avant la date d'expiration du 31 janvier.

Si la BINUH expire sans renouvellement, Haïti opère du 1er au 6 février sans mission politique des Nations Unies avant que le mandat du CPT ne se termine éliminant le mécanisme de coordination. Le renouvellement de la BINUH de juillet 2025 pour seulement six mois a reflété l'incertitude sur le rôle des Nations Unies et la perception que la mission est sous-dimensionnée pour l'échelle d'urgence haïtienne.

La clause de continuité institutionnelle de l'OEA nécessite la coordination des Nations Unies avec l'OEA et la CARICOM mais l'expiration de la BINUH élimine la présence des Nations Unies pour la période du 1er au 7 février.

Trois interprétations possibles: renouvellement de dernière minute attendant les résultats du dialogue, session d'urgence du 1er au 7 février, ou retrait planifié de la médiation politique.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Communauté Internationale: Clarifier le statut de renouvellement de la BINUH d'ici le 25 janvier au plus tard pour éviter un vide de coordination pendant la semaine finale avant l'expiration du CPT le 7 février.

Secteur Privé: Préparer le scénario où la mission politique des Nations Unies et le mandat du CPT expirent créant une période du 1er au 7 février sans cadres de gouvernance internationaux ou nationaux clairs.

Acteurs Politiques: Coordonner directement avec l'OEA et la CARICOM sur les mécanismes de contingence pour la période du 1er au 7 février en supposant que l'expiration de la BINUH élimine la présence de coordination des Nations Unies.

Diaspora: Surveiller les délibérations du Conseil de Sécurité des Nations Unies pendant le 20-31 janvier pour des signaux du niveau d'engagement de la communauté internationale au soutien de la transition haïtienne.

Organisations Humanitaires: Établir des canaux de coordination directs avec l'OEA, la CARICOM et les donateurs bilatéraux indépendamment de la BINUH en supposant que la mission politique pourrait ne pas être présente du 1er au 7 février.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le dialogue du CPT avec COPPOS, KOREPAD, l'Accord de Montana et les représentants du 21 décembre le 19 janvier et 20 janvier produira-t-il un consensus sur le cadre de gouvernance post-7 février d'ici soir, permettant dix-sept jours pour la mise en uvre représentant un calendrier opérationnel minimum viable, ou passera-t-il sans consensus confirmant qu'Haïti entre dans les dix-sept derniers jours sans plan coordonné. Surveiller les annonces officielles du CPT soir ou matin soit déclarant un cadre de consensus avec un calendrier de mise en uvre soit reconnaissant un dialogue continu sans accord. Le consensus d'ici soir permet une mise en uvre marginalement adéquate, tandis que le consensus ou plus tard crée des périodes opérationnellement insuffisantes de quatorze à seize jours assurant un vide institutionnel ou une transition précipitée et procéduralement défectueuse.

CETTE SEMAINE

Les gangs reprendront-ils la violence à Port-au-Prince pendant la période de fin janvier du 22 janvier au 26 janvier pour exploiter le chaos politique et faire pression sur les négociations d'amnistie, ou étendront-ils la pause de quarante-trois jours jusqu'à la fin du mois en attendant le vide post-7 février pour un effet de levier de négociation. Surveiller le centre-ville de Port-au-Prince, Bel Air, Delmas, La Saline et Cité Soleil pour des signes de mobilisation des gangs incluant la reconstruction de barricades, les mouvements de groupes armés ou les attaques sur les couloirs humanitaires. La reprise de la violence fin janvier fournit dix à quatorze jours de pression avant le 7 février suffisant pour perturber la transition, tandis que l'extension de la pause jusqu'au 31 janvier suggère que les gangs attendent le vide de coordination du 1er au 7 février pour négocier à partir d'une position de force.

HORIZON STRATÉGIQUE



Le Conseil de Sécurité des Nations Unies annoncera-t-il le renouvellement de la BINUH avant l'expiration du 31 janvier maintenant une présence de coordination internationale pour la transition du 7 février, ou le mandat expirera-t-il créant un écart de sept jours du 1er au 6 février lorsque Haïti opère sans mission politique des Nations Unies avant que le mandat du CPT ne se termine. Surveiller le calendrier du Conseil de Sécurité pour les votes programmés sur Haïti pendant la période du 20-31 janvier et les déclarations des membres permanents sur l'avenir de la BINUH. Un renouvellement standard de douze mois signale une confiance inattendue dans les perspectives de stabilité haïtienne, un renouvellement court de trois à six mois indique une incertitude continue sur le rôle des Nations Unies, et l'expiration sans renouvellement confirme le retrait international de la médiation politique laissant Haïti gérer le 7 février unilatéralement avec la clause de continuité institutionnelle de l'OEA manquant de mécanisme de coordination des Nations Unies.

SOURCES PRIMAIRES

1. Gazette Universitaire, CPT lance dialogue politique national gouvernance post-fevrier, 18 janvier 2026
2. Haiti Libre, Haiti Actualite Zapping, 18 janvier 2026
3. Haiti24, 7 fevrier 2026 le conseil presidentiel de transition entre promesse de depart et velleites de prolongation, 19 janvier 2026
4. Vantbefinfo, Haiti les signataires de l'accord de montana presentent une feuille de route pour la transition post 7 fevrier 2026, 21 decembre 2025
5. Haiti Libre, Haiti Civil Society Initiative proposal for the completion of the transition, 6 janvier 2026
6. Vantbefinfo, COPPOS Haiti plaide pour une transition reformee afin de sortir Haiti de l'impasse politique, 14 octobre 2025
7. Ouest-France, Les forces de securite en Haiti menent une intense campagne contre les gangs, 15 janvier 2026
8. Reuters, Haiti operation destroys homes of gang leader Barbecue local media reports, 15 janvier 2026
9. Le Floridien, PNH operations signal possible reconquest of gang-held neighborhoods in Port-au-Prince, janvier 2026
10. Rezonodwes, Pierre Esperance critique of security claims, 18 janvier 2026
11. DW, Haiti UN expert sounds alarm over growing gang violence, janvier 2026
12. Security Council Report, Monthly forecast Haiti, janvier 2026
13. BINUH, Security Council Resolution 2785 on BINUH, 14 juillet 2025
14. Haiti Libre, Haiti UN BINUH mandate reduced by 6 months, 14 juillet 2025
15. OAS, Secretary General presents update of roadmap on Haiti, 5 novembre 2025